

Annonces du Président de la République: Quid de la Fonction publique ?

Face aux inégalités grandissantes, au sentiment d'abandon d'une grande partie de la population, il était attendu du Président de la République qu'il apporte des réponses en terme de pouvoir d'achat, du rôle des services publics et d'une fiscalité plus juste afin d'améliorer les conditions de vie de tous les salarié-es, chômeurs, retraité-es et jeunes.

S'il répond par 100 euros supplémentaires pour les salarié-es au SMIC, par la défiscalisation et la désocialisation des heures supplémentaires, réactivant ainsi la mesure phare du quinquennat de Nicolas Sarkozy « travailler plus pour gagner plus » avec laquelle la FSU est en désaccord, par l'annulation de la hausse de la CSG pour les retraites inférieures à 2 000 euros et par une éventuelle prime de fin d'année soumise au bon vouloir des employeurs, le Président est resté silencieux sur d'autres sujets.

Il n'a ainsi rien dit sur les bas salaires en général, les minima sociaux et n'a rien annoncé pour les chômeurs, les jeunes. Il est resté également trop silencieux sur les plus de 5 millions d'agent-es de la Fonction publique.

Le Président n'a rien dit non plus du financement de ses mesures, sinon qu'elles ne coûteraient rien aux employeurs et que l'impôt sur la fortune ne serait pas rétabli, ce qui revient à les faire supporter par les contribuables et par le budget de l'État.

La FSU est très inquiète pour l'avenir de la Fonction publique et de ses agent-es.

Le point d'indice reste gelé. Le Président confirme une réforme de l'Etat et de la fonction publique dans l'objectif d'une meilleure maîtrise de la dépense publique.

Pourtant, la FSU avait mis en garde contre toute tentation d'utiliser une nouvelle fois la Fonction publique pour payer les nécessaires mesures sociales à prendre.

Pour répondre à la crise profonde de notre pays, il est indispensable de dégager les moyens budgétaires nécessaires. Sans réforme fiscale juste et plus redistributive, sans le rétablissement de l'ISF, toutes mesures sociales resteront limitées.

Or, le président a confirmé implicitement la poursuite des politiques libérales mises en œuvre depuis 18 mois : budget 2019, suppression de l'ISF, réforme du système des retraites, financement du chômage, réorganisation de l'État...

Concernant la jeunesse et les questions d'Education et de formation, le Président a considéré que les politiques en cours répondaient aux exigences. Or, les jeunes sont aujourd'hui mobilisés pour des perspectives d'avenir meilleures que celles promises avec les réformes actuelles (réforme du lycée, Parcours Sup...). Des réformes qui remettent en cause la professionnalité des enseignant-es, leurs conditions de travail et celles d'apprentissage de leurs élèves. La FSU réitère sa demande de d'ouverture de discussions avec les organisations de jeunesse et celles représentatives des personnels de l'Education.

Pour la FSU, les annonces faites hier soir par le Président de la République ne répondent pas aux enjeux qu'elle porte notamment pour réduire les inégalités sociales et territoriales et pour conforter le modèle social de la France.

C'est pourquoi, la FSU invite à développer et à participer à toutes les initiatives qui s'organisent de manière unitaire large dans le cadre de la journée d'action du 14 décembre (Grève, rassemblements, manifestations, AG avec les personnels...).

La FSU considère qu'il est de sa responsabilité de proposer aux Fédérations de fonctionnaires d'appeler à une journée d'action nationale pour permettre à la Fonction publique d'assurer des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire et pour davantage de reconnaissance des agent-es qui en assurent le fonctionnement au quotidien.